

## **Crise et croissance, l'œuf et la poule**

De Stéphane MADELAINÉ

Candidat aux élections législatives 2007 et cantonales 2008 au Havre

De la « crise » et de la « croissance », il en est de même que de « l'œuf » et de la « poule ».

Ils sont nombreux en France et à l'étranger à estimer que ce n'est pas la crise qui aura des effets sur la croissance, mais que c'est bien ce principe irrévocable de Croissance qui est à l'origine de la crise.

Ils estiment qu'il ne s'agit pas que d'une « crise » « financière », notamment, parce la faillite n'a rien de momentané et qu'elle est bien plus globale et concrète puisqu'elle concerne l'alimentation, l'énergie, les équilibres sociaux et l'écologie.

Ils s'appellent « objecteurs de croissance », et au vu des événements, il est grand temps que leurs idées soient relayées, ou du moins mises en débat, par les médias dits « grand public ».

En effet, ils ont un point de vue différent de celui communément intégré par tous – même par les antilibéraux - , tant à propos des causes, des conséquences, que des solutions à envisager. Leur point de vue est sérieux et argumenté. Il a fait l'objet de recherches, de publications et de colloques internationaux. Il n'est ni régressif, ni autoritariste. Au contraire, le changement de « schéma de pensées » proposé permettrait de ne plus nous sacrifier à l'autel de l'économie et de redonner un sens à la démocratie.

### **PLUS PROFOND QUE LA CRISE STRUCTURELLE**

Une petite métaphore à propos de la crise actuelle : Il ne s'agit pas de reprendre la partie à zéro, ni de faire appliquer correctement les règles, ni même encore de les changer. Non, il s'agit d'abord de changer le but du jeu.

En effet, il ne s'agit pas de sauver ponctuellement les banques, ni de réguler correctement les échanges financiers, ni même encore de rendre le système économique plus juste. Non, il s'agit d'abord de changer de finalité !

### **AU SERVICE DE LA CROISSANCE**

A nous de l'imaginer et de la construire sur autre chose que sur cette foi en la croissance économique infinie. Une société qui se construirait sur d'autres objectifs que « la croissance économique à tout prix » serait naturellement solidaire et démocratique. Elle développerait des mécanismes structurants qui rendraient nos modes de vie plus séduisante.

Rien à redire lorsque la production est au service d'un besoin réel de consommation ; toute la chaîne, reliant la ressource à l'utilisateur, en passant par le travail, est parfaitement légitime.

Mais si le besoin est créé pour être au service de la production, toute la chaîne perd de son sens. Nous n'y trouvons plus que frustrations, souffrances, gaspillages et inégalités. Le seul intérêt est peut-être d'être solvable vis-à-vis de la société. A cet extrême, de plus en plus courant, nous ne sommes réduits qu'à de simples agents économiques au service exclusif de cette économie. Nous sommes contraint de nous y plier, au risque d'être exclu de la reconnaissance sociale.

Nous nous y sacrifions d'autant plus volontiers que l'utilisation de la monnaie dilue cette chaîne de production artificielle dans celle correspondant aux besoins réels. Difficile de faire la part des choses. La monnaie actuelle est principalement fiduciaire ou scripturale ; et elle est quand même devenue la seule marque de richesse, au point d'être la finalité ultime, bien avant les productions de premières nécessités pour tous.

La monnaie fiduciaire n'a de valeur qu'à travers le crédit qu'on veut bien lui donner. C'est la même monnaie que les états injectent actuellement dans les banques. Ce n'est pas le genre de blé sur lequel il faudra compter pour manger dans quelques temps. Fin de la parenthèse.

La frontière entre les besoins réels et artificiels est subjective. Mais il existe des besoins pour lesquels le prix à payer dépasse celui de la modération. Le prix à payer pour « faire les Maldives » est-il supportable pour la société ? Il ne s'agit pas d'un prix financier, mais de quelque chose de plus insidieux. Ce prix à payer touche la santé physique, le champ social, les conditions de travail, la santé psychique, l'alimentation, la culture, l'écologie ... mais surtout la solidarité et la paix mondiale.

C'est un coût humain qu'il faudrait ne pas négliger. La croissance infinie est une illusion. C'est physique. L'humanité ne pourra pas supporter le prix de l'obstination qu'elle y met. Une société de croissance est barbare ! Objectons la croissance, elle nous entraîne dans le mur de plus en plus vite.

### **CHANGER DE FINALITE**

La décroissance ne consiste pas à renier la croissance pour la croissance, mais à questionner profondément

tous les mécanismes qui se sont développés à son service. Qu'ils soient économiques, industriels, sociétaux, médiatiques, politiques et ... financiers. Car actuellement, le PIB est l'idée fixe de notre civilisation. Il s'agit de redéfinir la finalité de la politique (au sens étymologique).

C'est une pensée globale, qui se traduit localement.

En effet, nous aurions tous à y gagner à ne plus éparpiller les pôles de vie (travail, consommation, loisirs, éducation) aux quatre coins du territoire. Certes, une relocalisation ferait nécessairement décroître certains secteurs d'activités. Mais que préférons-nous ? Assumer et accompagner la décroissance de ces secteurs, ou bien continuer à payer le prix de notre mode de vie. Jusqu'à ce que ces mêmes secteurs rentrent en récession d'eux mêmes... faute de ressources. Mais même, indépendamment de la crise écologique, n'aurions nous pas intérêt à sortir notre condition d'agents économique ?

Plus généralement, nous aurions tous à y gagner à remettre à plat les articulations entre les différents systèmes, de valeurs, fiduciaires, de la production, des compétences, du travail et les limites écologiques. Cette remise à plat pourrait s'appuyer sur une réflexion à propos de la notion d'usage et de mésusage. En effet, toute loi, toute réforme fiscale, toute innovation technologique ou toute politique d'aménagement du territoire, devraient être accompagnées ou précédées d'une profonde réflexion démocratique sur l'usage. Le prix de l'eau doit-il être régressif, pour récompenser les « bons » clients, ou progressif pour dissuader l'usage excessif ? Quelles tarifications inventer pour que les compagnies d'électricité trouvent un intérêt à inciter leurs usagers à la sobriété ?

### REDONNER UN SENS A LA DEMOCRATIE

Qu'est-ce qu'un bon usage, qu'est-ce qu'un mésusage ? Où se trouve la limite entre un besoin réel et un besoin artificiel ? Quelle valeur donner à la monnaie, au travail et à la production ? Ce sont des questions qui doivent être débattues démocratiquement. Ce serait quand même plus motivant de s'exprimer sur la définition d'un bon usage de l'eau que sur les conséquences d'un taux directeur, ou encore sur le faste des shows électoraux. Certes, l'eau est moins mystifiante que le taux, et moins distrayante que le show, mais quand même bien plus mobilisant.

Voilà une manière de redonner un sens à la démocratie. Débattre des projets politiques et non pas des projets économiques. L'économie est au service des politiques portées par les citoyens.

C'est aux citoyens d'être des politiciens. Qu'elle qu'en soit la voie ; représentative, participative et/ou directe (encore un sujet de débat). Les économistes et les énarques ne devraient pas avoir vocation à faire de la politique. Ils ne devraient être que de simples techniciens au service des projets politiques.

### « NOTRE DECROISSANCE N'EST PAS LEUR RECESSION » AFFIRME PAUL ARIES EN OCTOBRE 2008.

Le projet des objecteurs de croissance, appelé « la Décroissance », n'est pas la déplorable conséquence des politiques occidentales actuelles, mais peut-être la seule voie raisonnable pour en sortir.

La seule solution contre la récession est sûrement la décroissance.

La solution n'est sûrement pas de faire le choix de la démagogie en s'attaquant uniquement aux mauvais patrons (les parachutes dorés). Le jeu est pourri. Oui, faisons payer ceux qui en profitent sans scrupule, mais changeons aussi son but. Ne nous laissons pas manipuler par une diversion qui dispenserait la société d'une réflexion de fond.

### MISE EN DEBAT MEDIATIQUE

Les diagnostics et propositions des objecteurs de croissance sont partagés par d'autres organisations qui ne s'affichent pas « décroissance ». Qu'elles que soient leurs raisons, elles représentent un nombre de citoyens qu'il ne faut pas négliger. Mais les objecteurs de croissance sont peut-être les seuls à porter la cohérence de la démarche au maximum.

De nombreuses expérimentations et propositions existent. Des témoignages ont été publiés. Les liens complexes entre tous les éléments évoqués ci-dessus sont expliqués dans de riches ouvrages et périodiques.

Les objecteurs de croissance, de par leurs compétences, devraient être régulièrement invités à commenter les faits d'actualité, au même titre que les partis politiques, les syndicats ou les associatifs. Ils ne nient pas les difficultés de la transition vers d'autres paradigmes. Mais elles leur paraissent moins insurmontables que celles qui se profilent inéluctablement sous le règne de la croissance infinie.

Il est urgent de mettre le dogme de la Croissance en débat, politiquement, publiquement et médiatiquement. Et ce, au-delà des clivages internationaux et civilisationnels.

Stéphane MADELAINE,

Candidat aux élections législatives 2007 et cantonales 2008 au Havre